



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Béthune

Béthune, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTOIS ENROBES

ZI FOSSE 13

BP 10

62114 Sains-En-Gohelle

Références : 243-2026

Code AIOT : 0007000674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement ARTOIS ENROBES implanté ZI Fosse 13 BP 10 62114 Sains-en-Gohelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif la vérification de prescriptions (relatives aux rejets atmosphériques, aux rejets aqueux, au bruit,,,...) définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 octobre 1979 modifié et dans l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTOIS ENROBES
- ZI Fosse 13 BP 10 62114 Sains-en-Gohelle
- Code AIOT : 0007000674
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARTOIS ENROBES est spécialisée dans la vente et la fabrication de matériaux routiers (vente d'enrobés aux professionnels ainsi qu'aux particuliers).

L'installation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1979 modifié par l'arrêté préfectoral du 16 mai 1997 et par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2007.

L'établissement est globalement soumis à enregistrement pour la rubrique 2521 (centrale d'enrobage de matériaux routiers - 320 t/h).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article IV	Demande d'action corrective	3 mois
2	PC2	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9	Demande d'action corrective	1 mois
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article 7-4	Demande d'action corrective	1 mois
5	PC5	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection, il a été mis en évidence plusieurs non-conformités (erreur de référentiel réglementaire pour le contrôle des rejets atmosphériques, absence de conclusion sur la conformité des résultats du rejet des eaux pluviales, absence de prise en compte dans l'étude "bruit" des valeurs limites des niveaux acoustiques définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979, léger dépassement réglementaire sur un point en limite de propriété en période de nuit, absence de traçabilité des essais de la vanne de confinement des eaux incendie) pour lesquelles l'exploitant doit apporter des actions correctives ou des justificatifs.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article IV															
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques															
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV Centrale fixe d'enrobage de matériaux routiers à chaud</p> <p>1) teneur en poussières des gaz à l'émission</p> <p>Les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir, en marche normale plus de 150 mg/Nm³ de poussières (milligramme de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme vapeur) quels que soient les régimes de fonctionnement de l'installation.</p> <p>4) vitesse d'éjection des gaz</p> <p>La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère devra être au moins égale à 8 mètres/seconde.</p> <p>7) contrôles</p> <p>Les quantités de poussières émises par la cheminée devront être contrôlées de façon continue. Les résultats des contrôles devront être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une période minimale d'un an.</p> <p>Des contrôles pondéraux devront être effectués sur la cheminée au moins une fois par an, par un organisme agréé.</p>															
<p>Constats :</p> <p>Concernant les rejets atmosphériques émis par la société ARTOIS ENROBES, les valeurs limites sont celles reprises à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521. Le tableau ci-dessous tient compte de ces valeurs limites.</p> <p>Concentration des rejets atmosphériques mesurés par la société DEKRA le 10/06/2025 :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="padding: 5px;">PARAMETRES / VALEURS</th> <th style="padding: 5px;">Valeur mesurée (mg/m³)</th> <th style="padding: 5px;">Valeur limite (mg/m³)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="padding: 5px;">Poussières totales</td> <td style="padding: 5px;">9,8</td> <td style="padding: 5px;">50</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Monoxyde de carbone</td> <td style="padding: 5px;">263</td> <td style="padding: 5px;">500</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Oxydes de soufre</td> <td style="padding: 5px;">0,38</td> <td style="padding: 5px;">300</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Oxydes d'azote</td> <td style="padding: 5px;">20,7</td> <td style="padding: 5px;">350</td> </tr> </tbody> </table>	PARAMETRES / VALEURS	Valeur mesurée (mg/m ³)	Valeur limite (mg/m ³)	Poussières totales	9,8	50	Monoxyde de carbone	263	500	Oxydes de soufre	0,38	300	Oxydes d'azote	20,7	350
PARAMETRES / VALEURS	Valeur mesurée (mg/m ³)	Valeur limite (mg/m ³)													
Poussières totales	9,8	50													
Monoxyde de carbone	263	500													
Oxydes de soufre	0,38	300													
Oxydes d'azote	20,7	350													

COV	5,5	110
-----	-----	-----

Conformité de la vitesse d'éjection des gaz rejetés à l'atmosphère: 24,9 m/s

Les résultats sont conformes aux valeurs limites réglementaires (une nouvelle mesure des rejets atmosphériques de l'installation sera réalisée avant la fin du premier semestre).

La société DEKRA a cependant réalisé le contrôle des rejets atmosphériques selon le référentiel réglementaire défini dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Ce n'est pas le bon référentiel réglementaire: il conviendra de réaliser les mesures selon les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques définies dans l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (et notamment la prise en compte des paramètres métaux et HAP).

Le filtre de l'installation (filtre à manches) est contrôlé par l'exploitant (chef de poste) plusieurs fois par an (il est changé tous les 4 à 5 ans).

Chaque année, un arrêt technique est effectué (2 à 3 semaines).

Les poussières émises par la cheminée sont contrôlées de façon continue (valeurs reportées au niveau d'un moniteur au poste de contrôle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser le contrôle des rejets atmosphériques conformément à l'arrêté ministériel du 09/04/2019 et transmettre le rapport du contrôle à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9

Thème(s) : Risques chroniques, rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

5.9 VLE pour rejet dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :

Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par

l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.

Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009) : 10 mg/l

Constats :

Les eaux pluviales des aires étanches sont collectées, passent par 2 séparateurs d'hydrocarbures et sont infiltrées dans un bassin du site.

L'analyse des eaux pluviales est réalisée une fois par an.

Les séparateurs sont nettoyés une fois par an (nettoyage réalisé par la société cap industries le 02/04/2026).

Vu le rapport de la société CERECO correspondant aux analyses des eaux pluviales échantillonnées le 02/12/2025 :

MES : 19 mg/l, DCO : 18 mg/l, DBO5: 1,7 mg/l, indice hydrocarbure 0,3 mg/l.

Le rapport de la société CERECO ne présente pas les valeurs limites des différents paramètres mesurés et ne conclut pas quant à la conformité réglementaire des résultats.

Les valeurs mesurées en 2025 sont toutefois assez nettement inférieures aux valeurs limites réglementaires définies par l'arrêté du 09/04/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner quant à la conformité des résultats: il pourrait être demandé des rapports d'analyse plus complets à la société CERECO (indication des valeurs limites des différents paramètres mesurés, conclusion sur la conformité des résultats,...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article 7-4

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des niveaux acoustiques

Prescription contrôlée :

7-4 Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

point	emplacemen t	type de zone	Niveau limite en dB jour	P é r i o d e intermédiaire	Nuit
	limite de propriété	z o n e à prédominanc e d'activités	65	60	55

		commerciale s e t industrielles			
--	--	---------------------------------------	--	--	--

Constats :

Etude de bruit réalisée en septembre 2023 par la société Bruit environnemental:

Les valeurs limites choisies pour l'étude sont celles de l'arrêté du 23/01/1997 (limite de 70 dB de 7h à 22h et limite de 60 dB de 22h à 7h). Les valeurs prescrites à l'article 7-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979 sont plus restrictives et sont à privilégier. Avec ces valeurs, les résultats sont conformes pour les 3 points en limite de propriété et le point en ZER sauf pour le point numéro 2 qui présente un léger dépassement (mesure à 55,5 dB) en période nocturne.

Le rapport indiquait la conformité réglementaire de l'ensemble des points de mesure.

Les nuisances sonores sont dues aux machines de la société ARTOIS ENROBES et aux manoeuvres des camions qui arrivent et partent du site. L'exploitant nous a indiqué que la société ne fonctionnait qu'une dizaine de nuits par an.

A noter que l'installation n'a pas fait l'objet de plainte pour nuisances sonores.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- prendre en compte à l'occasion des futures études "bruit" les valeurs limites des niveaux acoustiques définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979.
- indiquer les mesures prises ou envisagées afin de limiter le bruit sur site en période de nuit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/1979, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques

Prescription contrôlée :

Article 2

6°) Les installations électriques des établissements devront être réalisées et entretenues par un personnel qualifié, avec un matériel approprié, conformément aux dispositions du décret n°621454.

Constats :

Vu le rapport de la vérification des installations électriques réalisée le 16/09/2025 par la société SOCOTEC.

2 observations ont été relevées: elles ont été levées par l'exploitant qui garde une trace écrite de la correction des observations (travaux indiqués sur le rapport, bons de commande, factures,...).

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des moyens incendie
Prescription contrôlée : I. - Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Vu la vérification des extincteurs (29 extincteurs + 3 sur roues) réalisée le 17/03/2026 par la société SAPIAN Vu la vérification du poteau incendie du site réalisée le 31/03/2025 par la société SAPIAN (les besoins en eau du site sont toutefois assurés par une réserve incendie de 120 m ³). Vu sur site la vanne de confinement des eaux incendie : l'exploitant a indiqué qu'elle était testée au moins tous les 3 mois. La fiche où sont indiquées les dates de vérification n'a pas pu être présentée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Garder la trace des vérifications du fonctionnement de la vanne de confinement des eaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois